

Solidarité avec *Charlie Hebdo* mais en tant que citoyen

Les «musulmans» (???) de France et de Navarre sont sommés de descendre dans la rue pour dénoncer l'islamisme djihadiste, lit-on et entend-on dans les médias français. On veut les voir ! Il faut qu'ils soient visibles, nous dit-on !

Faudra-t-il, dans cette France laïque, que ces «musulmans» français invités à dénoncer le terrorisme islamiste mettent une calotte, une chéchia, un turban, défilent séparément, pour qu'ils soient «visibles» afin qu'on puisse les dénombrer ? Pour l'histoire, ça rappelle ces cartes d'identité françaises détenues par les Algériens durant la guerre d'Algérie où était mentionnée leur qualité de «musulmans».

Ce qui permettait aux légionnaires (allemands, hongrois et oustachis (croates) de reconnaître immédiatement à qui ils avaient affaire ! Dans la France laïque et républicaine, sans craindre le ridicule, on persiste à percevoir les Maghrébins à travers un marqueur religieux et à les enfermer – c'est en tant que musulmans qu'ils sont aujourd'hui interpellés et non en tant que citoyens français – à les enfermer dans une identité strictement religieuse.

Et ce, après les avoir défini, entre 1962 et aujourd'hui, d'abord de Nord Africains, de Maghrébins, puis d'arabes, ensuite de «beur» ou «rebeu», avant qu'on ne les désigne de musulmans. On assiste ainsi à un glissement sémantique effrayant. Dès lors, à quand la mention «musulman» sur les cartes d'identité française pour les Français d'origine maghrébine, africaine ou moyen-orientale ? Disons-le : Ça suffit ! Basta ! Barakat ! Les Algériens, mais aussi les Marocains lors des attentats de Casablanca et Marrakech et récemment – c'était hier – les Tunisiens en 2013-2014 certains «intellos français, n'ont pas attendu pour sortir massivement dans la rue contre le terrorisme islamiste. Mais, je suis contraint de le dire, étant le fait de populations non-euro-

péennes, ça n'intéressait pas les médias français et anglo-saxons, beaucoup plus prompts à réagir et à se mobiliser quand un ressortissant européen ou américain est assassiné ou quand un attentat fait des victimes européennes, dans l'un de ces pays ! Poursuivons et puisqu'on y est, remuons le couteau. Deux journalistes tunisiens viennent d'être exécutés par les djihadistes en Libye. Quelqu'un est-il au courant ? Si, ils ont eu droit à quelques lignes ! Sans plus. Remontons le temps.

Plus d'une centaine de journalistes et d'employés de presse ont été assassinés en Algérie entre 1993 et 1999. Je cite trois exemples pour montrer que les journalistes algériens reviennent de loin. En mars 1994, un commando islamiste pénètre dans les locaux de l'*Hebdo Libéré*, situé au centre d'Alger. La plupart des journalistes dont le directeur Abderrahmane Mahmoudi – ancien de l'extrême gauche, c'est lui qui était visé – n'étaient pas présents.

Qu'à cela ne tienne : six personnes sont froidement exécutées d'une balle dans la tête. En 1996 – c'est encore frais dans ma tête – la maison Tahar Djaout, qui abrite les sièges des journaux, est visée par un attentat à la voiture piégée. Les sièges du *Soir d'Algérie*, d'Alger républicain et à un degré moindre du *Matin*, sont totalement ou partiellement détruits. Trois collègues du *Soir d'Algérie* avec qui j'ai pris le thé la veille – c'était le Ramadhan – sont tués. Des dizaines de civils coincés dans leurs véhicules sur cette rue Hassiba-Ben-Bouali très encombrée, sont morts carbonisés.

Je ne parlerai pas du *Matin*, dans lequel je travaillais et qui a eu quatre journalistes assassinés, mais de Zinedine Aliou Salah de *Liberté* : «on ne meurt qu'une fois» déclarait-il alors. A l'époque, chaque enterrement se transformait en manifestation contre le terrorisme islamiste comme ce fut le cas pour Tahar Djaout (*Ruptures*), Saïd Mekbel (*Le Matin*),

Abderahmani (*El Moudjahid*), Rachida Hamadi (TV), Naïma Hamouda (*Le Matin*, 28 ans)...

Ces morts ont-ils ému ces messieurs qui somment aujourd'hui les «musulmans» à sortir dans la rue pour dénoncer le terrorisme ? Bien sûr que non. En revanche, ils hurlaient – les écrits existent – quand le pouvoir algérien était suspecté d'être à l'origine de crimes et se taisaient quand le GIA (Groupe islamique armé) ou le Fida (Front du djihad armé) avouaient en être les auteurs.

Pire, ils écrivaient que derrière chaque journaliste algérien dénonçant les crimes islamistes se tenait un membre des services de sécurité pour leur dicter leur papier, légitimant pas avance les meurtres à venir et dédouanant par la même occasion les djihadistes. Pourtant, c'était bien l'un d'eux, Mourad Si Ahmed, dit Djamel Al-Aghani, un des ex-bras droits de Goulboudine Hekmatyar en Afghanistan, qui avait déclaré en 1993, je cite : «celui qui nous combat par la plume périra par la lame» ! Concluons.

En tant qu'Algériens et Maghrébins, l'assassinat des journalistes de *Charlie Hebdo* nous révoltent. Nous le dénonçons et nous exprimons notre totale solidarité (je parle en mon nom). Parce que nous avons vécu, mais dans un anonymat presque total – on n'a pas vu un chef d'Etat occidental s'en aller signer un quelconque registre de condoléances – la mort d'êtres chers, des gens de talents, pas seulement des journalistes – je pense au dramaturge Alloula, à l'acteur et homme de théâtre mais aussi ami du *Matin*, Azzedine Medjoubi, au professeur et spécialiste de l'islam Rabah Stambouli à Tizi-ouzou, au recteur de l'université de Bab-Ezzouar Salah Djebali, au sociologue M'hamed Boukhobza, à l'économiste de renom Abderahmane Fardheheb... – pour savoir de quoi il en retourne. Nous avons fait face, nous avons continué à écrire, à témoigner, en dépit – c'était le prix à payer – des interdits de presse

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT, IMPORTANTES MARCHES, MANIFESTATIONS PARTOUT

Les massacres de *Charlie Hebdo* n'en finissent pas de choquer...

Deux «France» et deux «Europe» s'affirment déjà, après le carnage du XI^e de Paris. L'une Zemmourisée et l'autre pas. C'est un tourment majeur.

Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Bruxelles en février, consacré à la lutte contre le terrorisme, des marches partout et de plus en plus importantes à Paris, Berlin, Londres, Madrid, Liège, Marseille, Cologne, Amsterdam, de manifestations de dénonciation de la barbarie, un immense mouvement de solidarité et de compassion envers les victimes de *Charlie Hebdo* se lève en Europe. Ça ressemble à l'après-11 septembre après les attaques contre le WTC, les tours jumelles.

Les opinions publiques et les décideurs sont sur des charbons ardents. Certains sont désespérés et ne savent plus comment répondre aux pressions d'en bas.

Ce n'est pas aisé par ces temps de crise, de montée du racisme, où l'islamophobie est presque admise comme valeur refuge. Des partis d'extrême-droite comme le Front national en France sont renforcés par des personnalités issues de la droite classique, conservatrice. L'UMP, le parti de Sarkozy, risque même l'explosion à terme. Son chef, N. Sarkozy a été tenté par le passé par des alliances avec le fondamentalisme raciste et a joué avec le feu en surfant sur les discours de la dynastie des Le Pen (Grenoble, Dakar). Il est vrai qu'après le carnage de *Charlie Hebdo*, l'ex-président français s'est tenu tranquille et a tu ses

pulsions qui le poussent à la droite extrême. Les premiers mots qu'il a eus après le massacre du XI^e ont été apaisants, ne versant pas dans les amalgames. Est-ce, sera-ce suffisant ? Pas sûr. Les échéances électorales approchent, notamment l'élection présidentielle de 2017, les choses risquent de se corser pour la droite française et européenne.

Marine Le Pen sera, sans doute, présente au second tour. La question est qui sera en face d'elle pour la finale. Un candidat de la gauche ou de la droite. La gauche PS, a certes failli, pour le moment, sur la question sociale mais reste, Dieu merci, loin des tentations d'aller chercher son salut chez les électeurs du Front national. Ce n'est pas le cas de l'UMP, plusieurs courants au sein de cette formation campent sur leur conviction que la digue entre leur formation et celle des Le Pen doit sauter et que le salut de la France passe par cette nouvelle approche.

Dès la retombée, de l'émotion qui a submergé la France après la descente expéditive contre *Charlie Hebdo*, nul doute que la maladie infantile de la droite française refait surface, elle a pour nom la tentation de l'extrême-droite. Sarkozy ne semble pas être en mesure d'y faire face. Loin s'en faut.

Juppé alors ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non.

Les militants UMP sont nourris depuis une vingtaine d'années au lait Sarko, pas sûr qu'ils plébiscitent dans une primaire l'ex-chef de gouvernement de Chirac. Le risque est grand, alors, de voir un second tour Marine Le Pen - Nicolas Sarkozy. ? Quelle sombre perspective ! A moins que d'ici cette échéance, Hollande change non pas de tactique, mais de stratégie en indiquant des orientations et des applications de gauche. Tordre le cou à la rigueur et l'austérité, ne pas suivre aveuglément les prescriptions néo-libérales de la commission européenne, rompre avec la religion de l'orthodoxie financière, ne pas remettre en cause la sécurité sociale, battre en brèche les prédicateurs du tout «austérité», ne pas avoir la trouille de ne pas respecter les délais fixés pour atteindre l'équilibre budgétaire et lancer les chantiers de la réindustrialisation du pays. L'Europe n'est pas prête à ça et n'est pas formatée pour. Tous les membres de l'UE sont dans la même situation, même l'Allemagne le seul bon élève de la classe risque le déclassement.

C'est dans cette ambiance morose, triste et dans un climat délétère que les tueurs du XI^e ont opéré. Leur professionnalisme, leur sang-froid, le cœur qu'ils ont mis à l'ouvrage sont glaçants. Ils le sont d'autant plus que derrière eux, il y a des têtes réfléchissantes, et des donneurs d'ordre et des organisations qui calculent leur coup. L'attentat de *Charlie*

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Hebdo n'est pas fortuit et n'est pas l'œuvre de cinglés. Il conclut une année en France où l'islamophobie, le rejet de l'autre, les discours les plus insensés sont permis où même l'insulte contre l'Arabe, l'Africain est devenue banale. Promue même parfois au rang de réflexion.

Les défenseurs des droits, les partis qui tiennent des discours rationnels, les personnalités les plus crédibles, le mouvement associatif et les minorités discriminées sont réduits au silence. Les derniers temps en France et en Europe, s'opposer à l'extrême-droite, à Zemmour, à Finkierkraut, à Marine Le Pen ou à Fillipot était considéré comme de la «bien-pensance». Le «politiquement correct», invention diabolique pour pénaliser la nationalité, la pédagogie, l'analyse froide des événements a fait le reste. Un antiraciste devient un bien-pensant et Eric Zemmour un pourfendeur de tabous. Alors même qu'il ne fait que reprendre des idées et une idéologie que l'Europe et la France ont connue il y a à peine quelques décennies, des années 30 à 40 avec comme apothéose 39/45.

Les tueurs du XI^e, ceux qui ont décapité *Charlie Hebdo* ont bien choisi le lieu et le moment.

deux France et deux Europe devront, dorénavant, organiser la résistance. L'une Zemmourisée et l'autre non.

A. M.

Par Hassane Zerrouky

et des procès intentés contre nous. Nous n'avons pas vendu notre âme au diable.

Et si des compatriotes d'origine algérienne et maghrébine (ce sont aussi mes compatriotes) iront manifester dimanche à Paris, ils le feront en tant que citoyens, sans être contraints de subir un contrôle d'identité religieuse ou de décliner leur identité «musulmane».

H. Z.

Un dangereux déni qui menace notre vivre ensemble

«Le fanatisme est un monstre qui ose se dire le fils de la religion.»

(Voltaire)

L'attentat du 7 janvier dernier contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* a été l'occasion pour la grande majorité de la classe politique française de lancer un appel à l'unité nationale. Malheureusement, à l'heure où la France entière était en deuil, le Front national n'a pas su résister à la tentation de la récupération politique. Un fanatisme pouvant en cacher un autre, moins de 24 heures après le drame, plusieurs hauts responsables du FN ont appelé à déchoir de la nationalité française les responsables de cet attentat abject, sous un prétexte, une fois n'est pas coutume, absurde : les auteurs de la tuerie disposeraient (ce qui reste à prouver) de la nationalité algérienne. Au-delà de l'ironie cynique qui veut qu'un parti politique, dont le président d'honneur n'est autre qu'un tortionnaire qui a souhaité étouffer la liberté du peuple algérien, appelle à lutter contre les ennemis de la liberté, je tiens à alerter la classe politique et les citoyens des deux rives de l'absurdité et la dangerosité de cette proposition. Car le Front national vient de commettre une erreur morale, politique et historique.

Faute morale, car le Front national jette les Français d'origine étrangère et en particulier d'origine algérienne en pâture, quand les citoyens français, quelles que soit leurs origines ou leurs religions et au-delà de leurs différences, font bloc pour surmonter ensemble cet épisode tragique et dire non à l'obscurantisme. Attitude d'autant plus minable que le policier assassiné à bout portant par les terroristes s'appelait «Ahmed».

Faute politique, car l'appel à la déchéance de nationalité revient à nier l'identité française de ces terroristes et laisse penser qu'aucune responsabilité ne saurait être imputée à la France. Que finalement, c'est leur «algérianité» qui les a poussés à agir ainsi.

Rappelons que les terroristes sont nés et ont grandi en France, ont fréquenté l'école républicaine et ne connaissent peut-être pas grand-chose du pays de leurs ancêtres. Nier le parcours franco-français des deux tueurs, c'est refuser de voir la vérité en face. Aujourd'hui, la France doit se poser les bonnes questions :

- Pourquoi dans une quête d'identité légitime, certains jeunes Français choisissent la voie du radicalisme religieux ?

- Où la République française a-t-elle failli pour que des jeunes Français ne se vivent pas comme tel ?

Enfin faute historique, car cet épisode montre que la haine de l'Algérien est tellement ancrée dans l'ADN du Front national, qu'elle l'empêche d'avoir un regard lucide sur l'histoire récente de l'Algérie. Un pays qui lutte sans merci contre le fanatisme religieux depuis plusieurs décennies, un pays où la population et en particulier les journalistes ont payé un lourd tribut pour que la liberté d'opinion ne cède pas face aux terroristes. Enfin, le seul dans le monde arabe qui a remporté une victoire politique et militaire contre l'islamisme radical.

Aujourd'hui l'heure est à la décence, au recueillement et au soutien de toutes les victimes et surtout à la solidarité nationale pour qu'ensemble nous luttons contre les obscurantistes et construisions une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle.

**Akli Mellouli,
Président de l'Espace franco-algérien**